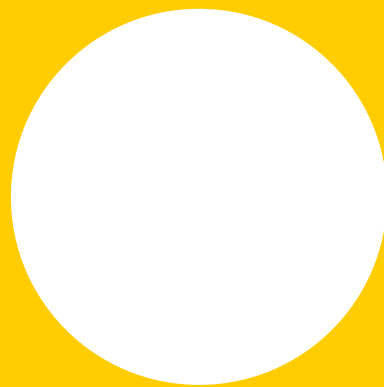




**Responsabilité sociétale de  
Bpifrance Financement  
2017**



# INTRODUCTION

Tous les moyens de Bpifrance et ses activités exercées par l'intermédiaire de ses filiales sont au service du développement et de la croissance des entreprises, en cohérence avec ses priorités de responsabilité économique, sociale et environnementale, définies dans sa charte : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique.

Bpifrance Financement s'inscrit pleinement dans ce cadre, tant en ce qui concerne sa gouvernance et son fonctionnement interne que dans l'exercice de ses métiers de financement et d'accompagnement de l'innovation et des entrepreneurs.

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement au 31 décembre 2017.

## Une gouvernance responsable

### Organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de Bpifrance Financement s'est réuni à sept reprises en 2017.

Les administrateurs, pour moitié représentants de l'Etat et de la Caisse des dépôts, principaux actionnaires majoritaires indirects, et pour moitié personnalités qualifiées et représentants des salariés, exercent leurs fonctions dans le cadre du règlement intérieur et de la charte d'administrateur qui en constitue partie intégrante. Dix censeurs d'origines et compétences diverses assistent les administrateurs dans leurs travaux, et contribuent à l'enrichissement des débats.<sup>1</sup>

Le taux moyen de présence des administrateurs s'est établi sur l'année à 75%.

Le président du Conseil d'administration rend compte, dans le rapport d'activité de la société, des conditions de préparation des travaux du Conseil et de la composition des comités placés sous sa responsabilité : le Comité d'audit et des risques, le Comité des Nominations et des Rémunérations, et les Comités « métiers » Financement-Garantie et Innovation.

Les organes de gouvernance des filiales sont convoqués régulièrement, pour délibérer et statuer sur l'ordre du jour communiqué à leurs membres, représentatifs des principaux actionnaires, dont quatre représentants de régions et un représentant de l'ARF pour Bpifrance Régions.

Le dialogue avec les parties prenantes (clients, partenaires, régions d'implantation de Bpifrance et des entreprises, organisations représentatives des entreprises, des salariés et de la société civile) s'exerce prioritairement au sein du Comité National et des Comités Régionaux d'Orientation<sup>2</sup>, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance.

---

<sup>1</sup> Un représentant de l'Etat et un de la CDC, 5 indépendants, 2 salariés

<sup>2</sup> Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance

## Ethique et transparence

Le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques recouvre, d'une part, le dispositif de contrôle permanent qui est de la responsabilité des dirigeants, du management, de la Direction Conformité et Contrôle Permanent et des Contrôleurs Permanents au sein des directions opérationnelles, et, d'autre part, le dispositif de contrôle périodique, assuré par l'Inspection Générale - Audit (IGA) de Bpifrance.

Bpifrance Financement, agréé comme établissement de crédit, est assujéti à l'ensemble des dispositions du Code monétaire et financier ainsi que de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

Bpifrance Financement est la banque du groupe Bpifrance et intervient notamment sur les segments de marchés pour lesquels les autres acteurs financiers ne sont pas, ou pas assez, présents.

Bpifrance Financement inscrit donc son action à la croisée de l'intérêt général et du marché, en

accompagnant les entreprises françaises suivant des valeurs qui guident son action : la Proximité, la Simplicité, la Volonté, et l'Optimisme.

Les collaborateurs doivent exercer leurs activités en faisant part de loyauté, intégrité, professionnalisme et honnêteté, et des dispositifs sont mis en place pour définir et encadrer ces modalités :

- Déontologie : le code validé fin 2017 actualise la charte ; il définit les règles applicables en matière de bonne conduite, de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment des capitaux et le terrorisme, de protection des données à caractère personnel, de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, de conflits d'intérêts, d'indépendance et impartialité de Bpifrance à l'égard des tiers et relations d'affaires, de cadeaux d'affaires et invitations, d'usage du droit d'alerte;
- Formation : la formation à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, réalisée en e-learning par 1366 collaborateurs en 2017 ;
- Un dispositif de délégations de décision structuré, par filières et niveau de risques, et des outils d'aide à la décision, propres à renforcer la confiance des entrepreneurs et de l'ensemble des parties prenantes de la banque.

La création d'une fonction Achats vise à renforcer leur transparence, faciliter l'homogénéité des processus, évaluer les fournisseurs et prestataires, et assurer le suivi des dispositifs de lutte contre la corruption en application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite Sapin II, en appliquant les principes de :

- L'équité dans la concurrence (au moment de la consultation et du choix final) ;
- L'absence de conflits d'intérêts ;
- Le respect des procédures applicables en matière de cadeaux, marques d'hospitalité et autres avantages ;
- La confidentialité des échanges ainsi que la traçabilité et l'archivage de l'ensemble du processus achat.

A NOTER : une annexe « bonnes pratiques » à l'usage des acheteurs, qui les invite à évaluer la responsabilité sociétale des fournisseurs, sur les trois piliers : environnement, social, gouvernance.

Le recours à la sous-traitance est marginal eu égard à la nature et la localisation des activités, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme.

Aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée en 2017.

## **Mécénat**

Signalons enfin :

- L'aide accordée par Bpifrance à Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale), projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique
- Le partenariat conclu avec l'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) , âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...).

# La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses métiers

Bpifrance Financement n'exerce pas d'activités pouvant porter atteinte à la santé de consommateurs ; la protection des données de ses clients et partenaires est considérée comme un élément essentiel de la relation avec eux, et les dispositifs déployés par les services informatiques (anti intrusion, déclarations CNIL...), comme les dispositions du code de déontologie et du plan de poursuite d'activité, visent à assurer sécurité et confidentialité.

## Au plus près des clients et partenaires pour mieux les accompagner

Bpifrance Financement a, sur 2017, encore renforcé tous ses moyens pour servir la mission confiée au groupe Bpifrance de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française. Plus de 85 000 entreprises ont bénéficié d'une intervention de Bpifrance Financement en 2017, pour un montant de risque pris de près de 25Mds d'euros.

Aucune nouvelle implantation n'a été créée en 2017, et un seul déménagement a été réalisé parmi les sites déployés sur le territoire métropolitain et outremer, qui assurent une présence de proximité des équipes de front et middle office aux entrepreneurs et partenaires de leur écosystème.

L'organisation décentralisée, le modèle économique de Bpifrance Financement et la dynamique de l'accompagnement ont un impact positif sur la croissance des effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale<sup>3</sup>.

Les résultats 2017 de l'enquête annuelle par l'institut CSA, de façon anonyme, auprès de plus d'un millier de clients et partenaires (entreprises financées et investies, banques, fonds d'investissement, Régions) afin de suivre les attentes des clients et d'élaborer des plans d'actions pour mieux les satisfaire, confortent les orientations stratégiques volontaristes de Bpifrance.

## Faire évoluer ses métiers pour mieux servir l'avenir

L'accompagnement non financier des entrepreneurs, second volet de la responsabilité sociétale de Bpifrance dans sa dimension économique<sup>4</sup>, poursuit une croissance dynamique, dans un objectif de renforcer les potentiels de création de valeur pour les participants, en développant leurs compétences dans tous les domaines (stratégie, gouvernance, finance, RH, s'internationaliser...) et leurs réseaux.

7500 entreprises ont bénéficié de cette offre d'accompagnement en 2017, contre 5500 en 2016, dans les trois composantes de l'activité :

---

<sup>3</sup> Livret d'indicateurs d'évaluation des actions 2016

<sup>4</sup> Les données quantitatives de ce paragraphe concernent Bpifrance et les entreprises, sans segmentation par métiers Financement ou Investissement

- La formation : en présentiel (25 formations pour les entreprises clientes, 17 séminaires dédiés aux entreprises des programmes Accélérateurs PME&ETI nationaux, régionaux et sectoriels, 40 sessions Pitch&Win), ou en ligne (21 nouveaux modules ont été mis à disposition sur le site ouvert à tous sur simple inscription, 4 webinaires -dont 2 sur la RSE- mis en ligne, ainsi que 19 interviews)
- Les accélérateurs : 43 sessions de formations ont été réalisées ; 2 séminaires nationaux, 4 régionaux et un sectoriel ont été lancés en 2017
- Le conseil : 1707 missions ont été menées sur 2017
- La mise en réseau, des start up aux grands groupes, dans le cadre de 289 évènements

Enfin, 37 000 participants se sont inscrits à la 3ème édition de Bpifrance Inno Génération, le 12 octobre 2017 à Paris.

Bpifrance Financement a mis en place, depuis 2015, pour les concours au-delà de certains seuils, d'une évaluation de la responsabilité environnementale, sociale et sociétale, et de la gouvernance de l'entreprise, et vise à intégrer en 2018 cette évaluation dans ses systèmes, à renforcer la formation des collaborateurs en relation avec les clients, et l'offre d'accompagnement à la mise en place d'une démarche et d'un plan d'actions RSE. Deux webinaires ont ainsi été réalisés en novembre et décembre 2017, et sont consultables en ligne sur les sites de Bpifrance Université et d'Euroquity, tandis que de nouvelles sessions seront proposées pendant l'année 2018.

## **Soutenir et financer la Transition Ecologique et Energétique**

L'activité de Bpifrance sur la TEE est en hausse constante depuis 2013 grâce au dynamisme du cofinancement du secteur des Energies Renouvelables (94% de l'activité globale en montant) ; les prêts sans garanties ont également crû sur 2017 : les Prêts Verts (+3%), mais également les prêts éco-énergie, destinés aux financements de petits programmes, multipliés par 4 sur l'année.

Ces financements bénéficient à toutes les catégories d'entreprises : ainsi, dans les Energies Renouvelables (EnR), un bénéficiaire sur 2 est une PME, et 78% des entreprises bénéficiaires d'un prêt sans garanties sont des PME.

# La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses pratiques environnementales

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification « HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », obtenue en 2014, a été reconduite en 2017, au niveau EXCELLENT sur l'axe Bâtiment Durable et Gestion Durable.

Les points forts relevés, outre l'efficacité du management énergétique et du pilotage des consommations des équipements, concernent :

- L'installation d'un déshydrateur permet une réduction de cinq fois le volume des déchets du Restaurant d'Entreprise ainsi qu'une valorisation par fertilisants des résidus
- Des poubelles « intelligentes » sont en expérimentation pour un tri efficace des déchets
- La campagne de remplacement systématique des luminaires des circulations par des éclairages en LED
- L'installation de sept ruches sont installées sur les toits des bâtiments<sup>5</sup>
- L'aménagement de douches pour le confort des usagers (cyclistes et coureurs)
- Un renouvellement de l'air optimisé par le réglage des registres, le rééquilibrage des réseaux ainsi que la mise en place de bouches de ventilation.

La démarche de certification HQE en exploitation du site de Drouot à Paris, majoritairement occupé par Bpifrance, sera menée sur 2018.

Les surfaces ou sites créés ou déménagés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant réalisées dans la volonté de meilleures performances. Le tri sélectif des déchets est mis en place sur les deux principaux sites parisiens, et sur six sites en région (Amiens, Annecy, Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Marseille et Nancy).

Les mesures d'adaptation au changement climatique ont été prises sur les sites du siège social et les implantations du réseau réaménagées ou récemment déménagées, par exemple avec la mise en place de pompes à chaleur réversibles, de dispositifs permettant de réduire les consommations d'eau. Aucune des implantations de Bpifrance n'est située en zone de risques majeurs, notamment de consommation d'eau en raison de contraintes locales.

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, enveloppes réalisées par un CET, copieurs économes en énergie...); la lutte contre le gaspillage alimentaire est assurée par les gestionnaires des restaurants d'entreprise, pour les sites sur lesquels ils en est mis en place, notamment par affichage et le tri des déchets (papier,

---

<sup>5</sup> A NOTER que 4 ruches connectées ont été installées sur le toit de Drouot

bouteilles, canettes, ...) est proposé aux utilisateurs ; un déshydrateur de déchets alimentaires a été mis en service en 2017, dont les produits alimentent une unité de méthanisation.

- Les déplacements professionnels constituent la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de Bpifrance Financement.
- Le plan d'actions du plan de mobilité, lancé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, est en cours de déploiement.
- Plusieurs mesures sont relatives à la flotte de véhicules, dont aucun n'émet plus de 120g de CO<sub>2</sub> par km, et à son évolution :
- L'offre de véhicules pour Paris et le siège social comporte 4 véhicules électriques et 2 hybrides, un seul véhicule diesel de grande capacité
- Sur les 39 véhicules proposés aux collaborateurs du réseau à déplacements fréquents, 3 sont à essence, 17 avec boîte automatique, dont 3 électriques et 2 hybrides ;
- Des indemnités kilométriques sont en outre versées aux collaborateurs cyclistes sur justificatif.

La sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux s'appuie notamment sur des actions ponctuelles (par exemple à l'occasion de la semaine du Développement durable) et l'animation autour de la plateforme lancée à l'été 2016 « Votre geste au compteur », qui leur permet de mesurer les économies d'émissions de CO<sub>2</sub> réalisées par des engagements simples au quotidien.

Les rejets dans l'eau sont inexistants, et ceux dans les sols peu significatifs, de par la nature même des activités de Bpifrance Financement, qui n'est pas de nature à en générer. De même, les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité ; afin de les minimiser encore, l'entretien des espaces verts étant réalisé sans pesticides sur le site principal de la société à Maisons-Alfort.

## Les ressources humaines chez Bpifrance Financement

Bpifrance Financement compte au 31 décembre 2017 2071 collaborateurs en CDI représentant 1986 Équivalent temps plein (ETP), en hausse de 3,81 % par rapport à 2016.

Cet effectif est constitué à 85% de cadres avec 57% des collaborateurs dans le réseau, répartis dans 46 implantations régionales ; aucun collaborateur n'exerce de fonctions permanentes en dehors du territoire métropolitain ou ultramarin.

Le nombre de salariés à temps partiel diminue (de 20,3 à 18,9%), tandis que celui des salariés au forfait s'accroît légèrement de 79,8 à 80,9%.

Quelques éléments et chiffres-clés significatifs de la politique de ressources humaines de Bpifrance Financement en 2017 :

- 204 nouveaux collaborateurs ont été recrutés en 2017, dont un tiers âgés de moins de 25 ans à leur date d'embauche, sans impact sur l'âge moyen, toujours inférieur à 43 ans. Cette gestion dynamique d'embauche porte le taux de renouvellement des CDI à 10,5% contre 9,5% pour 2016.
- Le taux de turn-over<sup>6</sup> diminue, passant de 2,3% à 1,9%

---

<sup>6</sup> Nombre de démissions de CDI sur effectif CDI de l'année civile précédente



- Une politique toujours active auprès des écoles et des universités, via la démarche « Campus Management », qui a pour objectif de capitaliser et dynamiser les actions en matière de Politique Ecoles et Universités, diffuser la notoriété de Bpifrance auprès des étudiants au sein des établissements d'enseignement, en associant étroitement les managers de tous les sites et l'ensemble de l'équipe, afin d'améliorer et de consolider un vivier qualitatif de stagiaires et d'alternants. Sur l'année 2017, près de 20 actions campus ont été réalisées, pour présenter les métiers et activités de Bpifrance auprès des étudiants et ainsi favoriser leur insertion professionnelle. Une convention de partenariat avec l'université Paris Dauphine a été renouvelée et deux conventions de partenariat conclues avec Kedge Business School et Neoma Business School.
- Un effort soutenu d'intégration des nouveaux arrivants *via* les stages nouveaux arrivants chez Bpifrance Financement
- Une politique de formation toujours soutenue, à laquelle Bpifrance Financement consacre près de 5 % de sa masse salariale, et qui intègre des solutions techniques innovantes, qui ont permis d'assurer plus de 41 000 heures de formation contre environ 37 000 heures en 2016. 1964 collaborateurs, soit près de 92% de l'effectif total<sup>7</sup> 76 % des collaborateurs ont suivi au moins une formation dans l'année.

Les réunions sociales se sont maintenues à un rythme quasi équivalent à celui de 2016 et 7 nouveaux accords ont été conclus, sans modification de ceux déjà en vigueur et concernant la santé et la sécurité des collaborateurs, repris notamment dans les accords sur la qualité de vie au travail, à l'exception de l'avenant relatif au télétravail, sur lequel 2017 avait constitué une période test sur l'Île de France.

Bpifrance est engagé dans le respect et la promotion de la diversité, et a signé en octobre 2017 la charte de la Diversité et de la non-discrimination.

Les actions déployées en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes en situation de handicap sont multiples : partenariats avec DAUPHINE et KEDGE pour faciliter le recrutement et la constitution d'un vivier grâce aux contrats d'alternance ou de professionnalisation, participation aux aménagements d'étude et à l'accessibilité, à des ateliers coaching ; mesures de maintien dans l'emploi (solution de transport, matériels adaptés, aménagement de temps de travail ; renforcement et diversification des prestations d'entreprises du secteur adapté<sup>8</sup>, sensibilisation des directions concernées.

L'information des collaborateurs et leur sensibilisation aux situations de handicap sont assurées par une rubrique dédiée sur le site interne de Bpifrance, qui met notamment à leur disposition guides, accords, informations, et un *handi-learning* ; des actions en présentiel sont en outre déployées : un témoignage conférence, deux animations théâtre au siège social et sur le site de Haussmann, deux animations en région, et un atelier cuisine en région ont été très appréciés.

Tous les collaborateurs ont en outre été appelés à voter pour un prix spécial de l'initiative *Handi Tech Trophy* qui récompense les technologies inclusives de demain, soutenue par Bpifrance qui a participé au jury et accueilli dans ses locaux la remise des trophées.

---

<sup>7</sup> En CDI, CDD, apprentissage ou professionnalisation

<sup>8</sup> Gestion Electronique de Documents, numérisation et indexation de documents, transport adapté, recyclage de déchets, traitement des réponses au CV de candidatures spontanées, traiteurs, bouquets de fleurs ornant la banque d'accueil, plateaux repas, tampographie, sérigraphie goodies, brochage , impression de documents...

Comme le prévoit l'accord pour l'égalité professionnelle du 1<sup>er</sup> octobre 2016, un rapport est établi sur la situation comparée hommes/femmes au sein de Bpifrance Financement, ainsi qu'une synthèse des actions de l'entreprise en faveur de l'égalité professionnelle ; l'ensemble de ces documents sont mis à disposition de tous les collaborateurs sur l'espace RH DE Bpifrance Financement du site interne.

Les mesures prises pour assurer la santé et la sécurité des collaborateurs ont des impacts positifs : aucune maladie professionnelle n'a été déclarée pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive ; le nombre moyen de jours d'absence pour maladies (hors longues maladies) reste stable à moins de 4 jours ; les taux de fréquence et de gravité d'accidents du travail à l'intérieur de l'entreprise sont en diminution (respectivement 1,09 contre 1,96 en 2016 et 0,01 contre 0,04).

Bpifrance Financement veille au parfait respect de la réglementation française du droit du travail et des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ; aucune action spécifique n'a été engagée à son encontre concernant les droits de l'homme.

# Indicateurs

## Note méthodologique

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement<sup>9</sup>, au 31 décembre 2017.

Les moyens techniques et humains nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités des filiales concernées sont mis à leur disposition par Bpifrance Financement ; elles ne disposent donc ni de personnel, ni de locaux, ni de matériels ; il convient de noter que Bpifrance Régions est la seule structure sociale exerçant une activité. Enfin, il est précisé que le siège social est propriété d'AUXI Finance, la SCI Bpifrance détenant quant à elle certaines des implantations régionales du Groupe Bpifrance.

## Indicateurs environnementaux

### Consommations d'énergie et émissions de CO2

Consommations d'énergie liées aux implantations immobilières (kWh)			
	2017	2016(1)	Evolution
Consommation facturée d'énergie siège social (Le Vaisseau) <sup>10</sup>	4 939 641	4 666 492	+ 5,85%
<i>Ramenée au m<sup>2</sup> occupé</i>	<i>184</i>	<i>178,3</i>	<i>+3,26%</i>
Consommation facturée d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	3 044 281	3 073 785	- 0,96%
Consommation facturée d'énergie totale	7 983 921	7 740 277	+ 3,15%
<i>Ramenée au m<sup>2</sup></i>	<i>109</i>	<i>108.2</i>	<i>-0,76%</i>

<sup>9</sup> Cf. note Périmètre de consolidation

<sup>10</sup> Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCI), auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul

Emissions de CO <sub>2</sub> des implantations immobilières			
	2017	2016*	Evolution
Emissions de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie facturée du siège social	531 003	490 901	+5,85%
Emissions de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	249 631	252 050	
Emissions totales de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie	780 634	742 952	+3,15%
Ramenées au m <sup>2</sup>	10,7	10,4	+ 2,64%

\* La consommation d'énergie totale 2016 a été corrigée pour intégrer les données actualisées après réception des factures (+ 86 KWH, soit +3% sur les AUTRES IMPLANTATIONS)

Les consommations d'énergie et émissions de CO<sub>2</sub> sont suivies depuis 2015 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité, à l'exception des bureaux de La Réunion, de La Guadeloupe et de Bruxelles, ainsi, pour 2016 que de Cayenne, dont les surfaces sont exclues des m<sup>2</sup> occupés dans les ratios de consommation et d'émissions au m<sup>2</sup>.

Les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

PERIMETRE : les consommations d'énergie (électricité et gaz le cas échéant) sont réparties entre les entités opérationnelles du groupe Bpifrance (Financement, Investissement et Assurance Export), selon une clé de répartition qui prend en compte pour l'essentiel le nombre de collaborateurs sur les sites. Bpifrance Financement assume donc 93,5 % des consommations d'énergie du siège social Le Vaisseau, 38% de celles du site parisien dit Haussmann, 12% du site parisien dit Drouot, et 100% des consommations de tous les autres sites où sont exercées les activités du Réseau Financement (étude, mise en place et suivi des opérations -hors contentieux-). Le siège social intègre la surface supplémentaire de 702m<sup>2</sup> du Campus (équipe Formation, salles et équipements dédiés)

Les données 2017 sont fournies sur le périmètre des factures reçues à la date du 19 février 2018 ; les consommations non facturées ont été retenues, pour quelques sites concernés, pour le même volume que celles de la période correspondante de l'année précédente

## Déplacements professionnels

Emissions de CO <sub>2</sub> des déplacements professionnels (en kg) Bpifrance Financement <sup>11</sup>			
	2017	2016	Evolution
TRAIN	11 850	21 041	NS*
AERIEN	515 783	500 808	PS**
<i>Dont vols nationaux</i>	<i>123 232,20</i>	<i>ND</i>	
<i>Dont autres vols</i>	<i>392 551,34</i>	<i>ND</i>	
FLOTTE DE VEHICULES	1 387 178 <sup>12</sup>	1 396 991	+19%
TAXIS/Véhicules de location <sup>13</sup>	2 615	3 486	
TOTAL	1 917 426	1 932 939	+13.4%***

Les émissions des déplacements professionnels automobiles sont stables. Pour mémoire, les véhicules concernés sont mis à disposition des collaborateurs appelés à se déplacer fréquemment, pour rencontrer clients et partenaires.

La comparaison des postes de déplacements en train ou en avion est toujours difficile, en raison la rupture dans la collecte des informations en 2016 ; le prestataire unique de voyages ayant changé au 1<sup>er</sup> juillet, les données des transports en train fournies par la SNCF ont été retenues, et, celles d'Air France KLM principal opérateur, ont été retenues pour le 1<sup>er</sup> semestre, celles du 2<sup>ème</sup> semestre ayant été collectées auprès du nouveau prestataire de voyages.

Les facteurs d'émission des principaux opérateurs (SNCF et Air France KLM) et de ce prestataire diffèrent sensiblement. Le parti a été pris, pour 2017, de ne présenter que les données transmises par le prestataire, afin de disposer sur 2018 d'éléments fournis sur une base méthodologique homogène sur les deux années consécutives.

\*NS : comparaison non significative ; les facteurs d'émission du prestataire sont nettement inférieurs pour 2017 à ceux de la SNCF.

\*\*PS comparaison peu significative, les facteurs d'émission n'étant pas identiques

\*\*\* comparaison qui repose sur des hypothèses hétérogènes pour les transports en train et aériens

<sup>11</sup> Hors utilisation de véhicules personnels, de location, ou taxis hors abonnements, hors déplacements par train hors SNCF, et hors déplacements effectués à l'étranger non réservés par les moyens généraux.

<sup>12</sup> Emissions calculées à partir de 60% des consommations de carburant, affectées d'un facteur d'émission de 2,64 pour le diesel et 2,22 pour l'essence

<sup>13</sup> Emissions limitées aux véhicules utilisés dans le cadre d'abonnements, hors trajets réglés en notes de frais

## Consommations d'eau

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données.

Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement.

Consommations d'eau site Le Vaisseau			
	2017	2016	Evolution
Consommation relevée en m <sup>3</sup>	11 912	10 535	+13%
Surface occupée	26 826	26 170	+ 3%
Consommation en m <sup>3</sup> par m <sup>2</sup>	0,42	0,40	+5%

La consommation d'eau relevée est stable en m<sup>3</sup> par m<sup>2</sup> occupé, résultat des mesures déployées sur tout l'immeuble avant 2017 (mousseurs sur les robinets, chasses d'eau à double commande).

## Déchets

Le périmètre mesuré est toujours limité aux déchets du siège social à Maisons Alfort. Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement. Les données sont mesurées à l'enlèvement par le prestataire, ainsi que le mode de valorisation, pour lequel des explications demandées n'ont pas été obtenues à ce jour.

Déchets			
Type de déchets (en tonnes)	2017	2016	Evolution
Déchets d'activité	127,46	140	9%
Déchets de maintenance	0	0	
Déchets travaux	0	0	
TOTAL	127,46	140	9%

A NOTER : ces déchets comportent 3 tonnes de déchets alimentaires du Restaurant d'entreprise, déshydratés sur le site, et donnés ensuite pour alimenter une unité de méthanisation.

% de valorisation des déchets site Le Vaisseau		
	2017	2016
Matière	34	50
Energétique	66	50

## Papier

La consommation de papier de copie et de reproduction est mesurée sur le périmètre total de Bpifrance Financement, à l'exception des bureaux de La Réunion, La Guadeloupe, Cayenne et Bruxelles.

Consommation de papier Bpifrance Financement				
	2017	2016	2015	Evolution 2017/2015
Papier de copie et reproduction (tonnes)	92,9	109,6	122,8	24%
Autres (hors enveloppes et papeterie- tonnes)	1,5	2	1,8	17 %
TOTAL	94,4	111,6	124,6	24 %
Consommation par personne <sup>14</sup> (kg)	44,84	53,9	63,7	29,6%

La diminution soutenue de la consommation de papier de copie et de reproduction se confirme en 2017, fruit de l'impact combiné des mesures prises, de sensibilisation des collaborateurs, impression en recto verso par défaut sur l'ensemble du parc de copieurs (hors individuels) en 2016 et de la progression du digital dans les métiers. Le changement de grammage du papier de copie en format A4, de 80 à 75g/m<sup>2</sup> initié en 2015 et généralisé en 2016, qui a impacté l'évolution constatée sur ces deux années, est désormais neutralisé

## Indicateurs Ressources Humaines

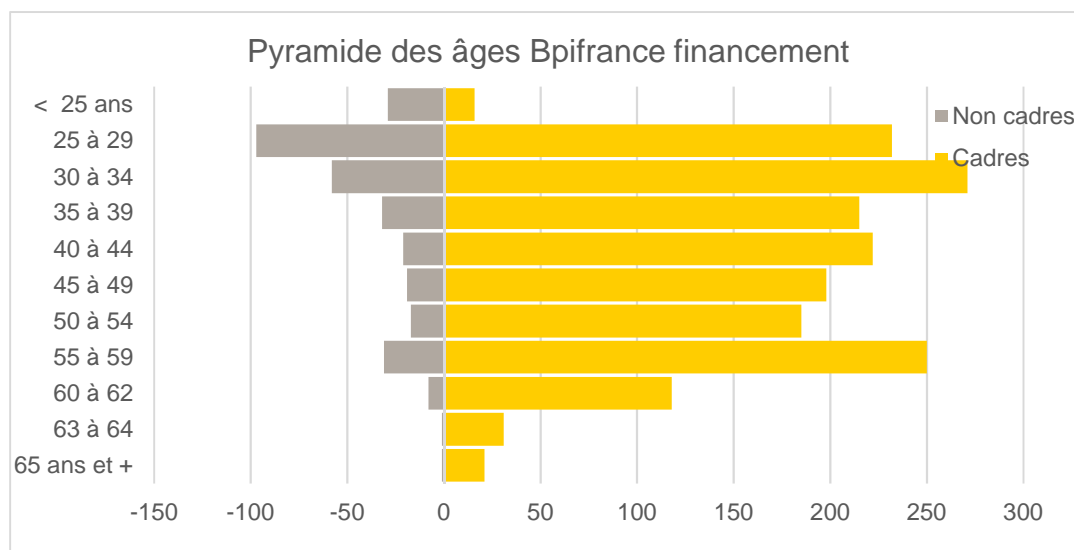
### Evolution des effectifs

Evolution des effectifs au 31 décembre <sup>15</sup>	2017	2016
Effectif total	2073	1997
<i>Dont CDI *</i>	2071	1995
<i>*Dont ETP</i>	1986	1908
<i>Dont CDI détachés</i>	0	0
<i>Dont femmes</i>	1311	1270
<i>Dont hommes</i>	762	727
<i>Dont cadres</i>	1759	1652
<i>% de cadres</i>	87%	83%
<i>Dont non cadres</i>	314	345

<sup>14</sup> Effectif total, tel que défini en note suivante

<sup>15</sup> Nombre de CDI, CDD, dont congés sans solde, à temps plein ou partiel au 31/12/2017\*, hors CFC (congés de fin de carrière), contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation et stagiaires

## Pyramide des âges



## Répartition des effectifs

### Répartition des effectifs Réseau / Siège

2017		2016	
réseau	siège	réseau	siège
1183	890	1159	820
57%	43%	58%	42%

## Evolution des effectifs

### Embauches en CDI

2017		2016	
total	dont <= 25 ans	total	dont <= 25 ans
204	68	185	68



Renouvellement des CDI					
2017			2016		
Effectif CDI 2017	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI <sup>16</sup>	Effectif CDI 2016	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI <sup>17</sup>
2071	204	10,2%	1995	185	9,5 %

Départs hors détachés					
2017			2016		
Nombre <sup>18</sup>	Dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
129	118	8	147	146	3

Turn over <sup>19</sup>					
2017			2016		
Démissions CDI	Effectif CDI 2016	Turn over	Démissions CDI	Effectif CDI 2015	Turn over
38	1995	1,9%	45	1955	2,3 %

## Rémunérations

Montant des rémunérations <sup>20</sup>		
2017	2016	Evolution
116 383 327	110 463 137	5,36%

<sup>16</sup> Nombre d'embauches en CDI en N / Effectif en CDI au 31/12 en N-1

<sup>17</sup> Nombre d'embauches en CDI en N / Effectif en CDI au 31/12 en N-1

<sup>18</sup> Dont 10 départs en pré retraite

<sup>19</sup> Nombre de démissions CDI année N / effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

<sup>20</sup> Masse salariale brute sociale de la DADS, hors indemnités de fin de carrière

## Formation

Formation		
	2017	2016
Montant des dépenses	5 523 237	5 471 762
% de la masse salariale	4,75%	4,95%
Nombre d'heures de formation	41 202	37 508
Nombre de stagiaires <sup>21</sup>	1 964	1 574
% de l'effectif total <sup>22</sup>	91,67%	76,04 %

## Organisation du travail

Organisation du travail		
	2017	2016
Horaire hebdomadaire moyen annualisé	35h	35h
Horaire hebdomadaire théorique	37h30	37h30
Nombre de salariés à horaire variable	396	403
Nombre de salariés au forfait	1 677	1 594
Total CDI - CDD <sup>23</sup>	2 073	1 997
Nombre de salariés à temps partiel <sup>24</sup>	392	406

## Dialogue social

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2017	2016
Comité d'entreprise	13	12
Délégués du personnel	11	12
Organisations syndicales et délégués syndicaux	10	13
Comité d'hygiène et sécurité	8	9

<sup>21</sup> Collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année

<sup>22</sup> Nombre de participants ayant bénéficié d'une formation, ramené à l'effectif moyen

<sup>23</sup> Hors détachés et alternants

<sup>24</sup> CDI et CDD

